

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Zugzwang-L-avenir-de-l-Europe-s-annonce-sombre>

# Zugzwang\*L'avenir de l'Europe s'annonce sombre.

- Empire et Résistance - Blocs régionaux - BRICS -

Date de mise en ligne : jeudi 23 juin 2022

## **Description :**

Zugzwang. L'avenir de l'Europe s'annonce sombre et se traîne dans un état de sidération. Elle est maintenant sous pression par ses propres sanctions et par la flambée des prix des matières premières qui en résulte... Alastair Crooke

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

### **L'avenir de l'Europe est maintenant sous pression par ces propres sanctions et par la flambée des prix des matières premières qui en résulte. L'UE se traîne dans un état de sidération.**

L'autodestruction de l'Occident - un puzzle défiant toute explication causale unique - se poursuit. Les exemples où la politique est menée dans une apparente indifférence à tout ce qui ressemble à une réflexion rigoureuse sont devenus si extrêmes qu'ils ont amené un ancien chef militaire britannique (et ancien chef des forces de l'OTAN en Afghanistan), Lord Richards, à déclarer que la relation entre la stratégie et toute synchronisation des objectifs est [désespérément rompue](#) en Occident.

L'Occident poursuit une « stratégie » du type « voyons comment ça se passe » ou, en d'autres termes, pas de véritable stratégie du tout, affirme Richards. Nombreux sont ceux qui diraient qu'un culte de l'image positive, implacable et sans limite, a asphyxié les facultés critiques du courant dominant. Comment se fait-il que l'Occident, inondé de « *think tanks* », se trompe invariablement ? Comment se fait-il que les mêmes et les [illusions](#) faciles, qui se font passer pour de la géopolitique, ne soient pas ou peu remis en question ? La conformité aux récits officiels et dominants est tout. Il est déconcertant d'observer que cela devient une routine, sans connaissance apparente des risques que cela comporte.

L'épicentre de l'instabilité géopolitique actuelle est l'état de l'économie occidentale : Les autorités ont été si complaisantes - elles pensaient que l'inflation ne troublerait jamais les eaux de l'économie des Etats-Unis basée sur les monnaies de réserve - que la récession cyclique était censée avoir été « éradiquée » ; elle ne souillerait plus jamais la sphère (électorale) des consommateurs, grâce à un « vaccin » contre l'impression monétaire ; et de toute façon, la dette galopante « ne compte pas ».

Cette vision facile suppose que le « statut de réserve » en soi éradique l'inflation - alors que pour le monde extérieur, c'est toujours le système des pétrodollars qui oblige le monde entier à acheter des dollars pour financer ses besoins, c'est l'afflux de biens de consommation chinois bon marché et ce sont les sources d'énergie bon marché mises à la disposition de l'industrie occidentale par la Russie et les États du Golfe qui ont maintenu l'inflation à distance.

Les dépenses des gouvernements occidentaux ont atteint des sommets dans le sillage de la crise de 2008 et ont tout simplement explosé pendant les verrouillages du Covid. Puis, dans un épisode de vision géostratégique déficiente, cette énergie bon marché et d'autres ressources vitales qui sous-tendent la productivité économique ont été sanctionnées sans ménagement, voire menacées d'interdiction.

Les porteurs de lunettes à verres fumés de la transition énergétique ont tout simplement refusé de reconnaître qu'un RIE (Rendement sur l'investissement énergétique - pour extraire cette énergie donnée) supérieur à un multiple de 7 est nécessaire au fonctionnement de la société moderne.

Nous en observons aujourd'hui les conséquences : Une inflation galopante, et l'Occident qui s'empresse de parcourir le monde à la recherche d'alternatives bon marché qui pourraient « casser la baraque ». Hélas, elles sont rares. Quelles sont les implications géopolitiques ? En un mot, une fragilité systémique extrême. Cela a déjà complètement bouleversé la politique intérieure des États-Unis. Pourtant, ni les hausses de taux d'intérêt, ni la destruction de la demande (par l'effondrement de la valeur des actifs) ne pourront guérir l'inflation structurelle. Les économistes occidentaux restent obsédés par les effets monétaires sur la demande, au détriment de la reconnaissance des conséquences d'un marteau de guerre commerciale sur un système de réseau complexe.

La douleur sociale sera immense. De nombreux Etasuniens doivent déjà acheter leur nourriture avec des cartes de crédit presque épuisées, et la situation ne fera qu'empirer. Mais le dilemme est plus profond. Le modèle économique « *anglo* » d'Adam Smith et de Maynard Keynes - le système de consommation alimenté par la dette, recouvert d'une superstructure hyper-financière - a vidé les économies réelles de leur substance. La consommation l'emporte sur la fabrication et la fourniture de biens. Structurellement, de moins en moins d'emplois bien rémunérés sont disponibles, car l'économie réelle produit moins, remplacée par une bulle éphémère de marketing.

Mais, que faire des 20% de la population qui ne sont plus économiquement nécessaires dans cette économie atténuée ?

Cette faille structurelle n'était-elle pas éminemment prévisible ? Elle aurait dû l'être ; la crise financière de 2008, qui a failli faire s'effondrer le système, a été un signal d'alarme. L'imprévoyance a de nouveau prévalu, les presses à billets ont vrombi.

Et l'Europe, grâce à sa sanction joyeuse, mais autodestructrice, de l'énergie et des ressources russes, est en train de créer une catastrophe inflationniste similaire (voire pire). Il n'est que trop évident aujourd'hui que l'UE n'a pas fait preuve de la moindre diligence raisonnable avant de sanctionner la Russie. Les répercussions potentielles ont simplement été écartées dans une brume du Zero net et de fanfaronnades idéologiques. De même, l'Europe s'est jetée dans le conflit militaire en Ukraine, là encore sans se soucier de définir ses objectifs stratégiques ou les moyens d'y parvenir - emportée par une vague *panglossienne* d'enthousiasme pour la « cause » ukrainienne.

L'inflation, ici en Europe, est largement à deux chiffres. Pourtant, sans rougir, Lagarde de la BCE déclare : « Nous avons l'inflation sous contrôle ». Nous aurons encore de la croissance en 2022, et la croissance s'accélérera en 2023 et 2024. Stratégie ? Des fins synchronisées ? Ce ne sont que des points de discussion coupés de toute réalité.

Cet événement de la BCE a cependant une signification géopolitique majeure. Alors que la Fed augmente les taux d'intérêt aux États-Unis, la BCE est [exposée](#) comme n'ayant pas d'outils crédibles pour faire face à la spirale ascendante des taux de la dette souveraine européenne, qui s'éloigne de tout semblant de convergence. Une crise de la dette souveraine européenne a commencé ; pire, certaines dettes souveraines deviendront probablement sans offre et parias.

Pour être clair, l'accélération de la crise inflationniste en Europe sape les positions politiques de presque tous les principaux politiciens de la zone euro, car ils seront confrontés à une véritable colère populaire, alors que l'inflation ronge la classe moyenne et que les prix élevés de l'énergie sapent les bénéfices des entreprises.

L'impuissance de la BCE n'est pas tout, elle a une signification plus profonde : La Fed augmente les taux d'intérêt - tout en sachant qu'elle est « loin derrière la courbe » - pour avoir un impact significatif sur l'inflation (à l'époque de Volcker, le taux des *Fed Funds* atteignait 20%).

Les hausses de la Fed amènent à se demander si la première a d'autres objectifs en tête, au-delà de l'inflation américaine : Powell serait-il mécontent de voir la BCE et la zone euro s'enfoncer dans la crise ? Peut-être pas. Les pitreries du marché des eurodollars (européen offshore) et les politiques de taux de la BCE ont effectivement lié les mains de Powell.

Maintenant, la Fed agit de manière indépendante - et dans l'intérêt des Etasuniens avant tout - et la BCE est en difficulté. Elle devra suivre le mouvement et augmenter ses taux. La Fed est détenue par les grandes banques commerciales de NY. Ces dernières savent que la « Réinitialisation » de Davos-Bruxelles vise à passer, dès qu'il le pourra, à une monnaie numérique unique de la Banque centrale européenne - une évolution qui représenterait une

menace pour le modèle économique même des grandes banques américaines. (Ce n'est donc peut-être pas une coïncidence si les monnaies numériques s'effondrent largement au même moment).

Michael Every, de Robobank, [écrit](#) : « Si les États-Unis perdent le pouvoir du dollar en tant que garantie mondiale - au profit des matières premières en tant que garantie - alors leur économie et leurs marchés [américains] suivront bientôt [avec une perte de pouvoir similaire] ».

« Peut-être que cette logique ne tient pas, mais une Fed faucon aujourd'hui suggère qu'elle tient ». Le fait que Powell ait déclaré en mars qu'« il est possible d'avoir plus d'une monnaie de réserve » est sûrement un clin d'oeil à cette tendance, la Russie liant le rouble à l'or, et l'énergie au rouble.

Par conséquent, les grandes banques américaines, avec Powell comme porte-parole, s'en prennent à « Davos » et laissent Lagarde se balancer au gré du vent. Elles font passer les intérêts financiers américains en premier. C'est un énorme changement par rapport à l'époque des [Accords du Plaza](#).

Quel est le problème ? Le fait est que la zone euro de l'UE a été construite - sur l'insistance des Allemands - comme un appendice du dollar. Maintenant, la Fed se concentre sur l'arrêt du glissement vers les matières premières comme garantie mondiale. Et l'Europe, avec ses prédilections « Davossiennes », est jetée sous le bus. Les dollars à effet de levier du système des eurodollars « rentrent à la maison ».

Y a-t-il un avenir pour la zone euro, étant donné son incapacité connue à se réformer ?

Il est à noter que tous ces changements tectoniques découlent essentiellement de la saga ukrainienne et de l'adoption par l'Occident d'une guerre financière totale contre la Russie. Ainsi, l'épicentre de la fragilité financière de l'Occident converge avec l'épicentre du conflit ukrainien, qui se déroule actuellement sous la forme d'une débâcle politique à combustion lente pour l'Europe et les États-Unis.

La signification géopolitique de la convergence entre le financier et le militaire réside dans le « retour en arrière » progressif des objectifs occidentaux (prétendument stratégiques).

D'abord, il s'agissait d'imposer une défaite militaire humiliante à Poutine. Ensuite, il s'agissait d'affaiblir militairement la Russie, de sorte qu'elle ne puisse plus jamais répéter son « opération spéciale » ailleurs en Europe. Ensuite, il s'agissait de limiter le succès militaire russe au Donbass, puis à Kherson et Zaporijia. Ensuite, il s'agit tout simplement de poursuivre l'usure des forces russes dans les mois à venir, afin de blesser la Russie.

Récemment, on a dit que les forces ukrainiennes devaient poursuivre le combat afin d'avoir leur mot à dire dans tout « accord » de paix, et peut-être aussi pour « sauver » Odessa. Aujourd'hui, il est dit que seul Kiev peut prendre la décision douloureuse de la [perte souveraine de territoire](#) qu'il peut « supporter » - pour le bien de la paix.

C'est vraiment « [Game over](#) ». C'est un jeu de reproches. La Russie va imposer ses propres conditions à l'Ukraine en plaçant des faits militaires sur le terrain.

L'importance stratégique de cette situation n'a pas encore été pleinement perçue : Ce sont, bien sûr, les dirigeants occidentaux qui ont fait tout un plat pour affirmer qu'en l'absence de l'humiliation douloureuse et de la défaite militaire de Poutine, l'ordre libéral fondé sur des règles était terminé.

Bien sûr, pour montrer au monde que l'Occident n'a pas entièrement perdu son courage, l'équipe Biden continue de titiller la Chine au sujet de Taïwan. Lors de la récente conférence sur la sécurité de Shangri-la, Zelensky (s'adressant sans doute à un prompt occidental) a insisté sur le fait que les pays asiatiques seraient « perdants » s'ils attendaient que la crise se déroule [pour agir au nom de Taïwan](#). Pour « gagner », la communauté internationale doit « agir de manière préventive, et non après le début de la guerre », a déclaré Zelensky.

Les Chinois étaient naturellement furieux et une réunion très tendue entre le secrétaire d'État Austin et le général Wei a suivi. Mais quel est exactement l'objectif stratégique qui consiste à provoquer la Chine avec autant d'acharnement - quelles sont les tactiques plus larges implicites dans cette stratégie ?

Ensuite, il y a l'Iran. Après huit cycles de négociations, il semble que les États-Unis se retirent discrètement de l'accord JCPOA, ce qui suggère qu'ils sont prêts à considérer l'Iran comme un « État du seuil nucléaire » - une perspective considérée comme n'étant pas si menaçante ou immédiate qu'elle justifie la dépense de capitaux américains ou le détournement de la « bande passante » de la Maison Blanche de questions plus urgentes.

Mais tout a rapidement changé : l'AIEA a censuré l'Iran, qui a ensuite débranché 27 caméras de surveillance de l'AIEA en guise de riposte. Israël a [relancé sa campagne d'assassinats](#) de scientifiques iraniens, et a récemment franchi les lignes rouges en bombardant l'aéroport de Damas. Israël fait manifestement pression sur l'Occident pour qu'il accule l'Iran dans un coin.

Mais - « Nous dérivons », a déclaré l'ancien envoyé américain Aaron David Miller ; « en espérant que l'Iran ne pousse pas l'enveloppe nucléaire ; qu'Israël ne fasse pas quelque chose de vraiment important ; et que l'Iran et ses mandataires ne tuent pas beaucoup d'Américains en Irak ou ailleurs ». Encore une fois, c'est Miller qui le dit, mais cela aurait pu être Lord Richards qui aurait dit « Ce n'est pas une stratégie ».

Pourtant, la guerre en Ukraine a une importance stratégique pour les États-Unis et Israël - même si Millar ne le voit pas encore. En effet, si la nouvelle « doctrine » ukrainienne veut que Kiev fasse de douloureuses concessions de territoire en échange de la paix, alors ce qui convient à l'Ukraine doit aussi convenir au jars israélien.

Bien entendu, les répercussions stratégiques qui émanent de l'épicentre ukrainien s'étendent bien au-delà, jusqu'au pays du Sud, au sous-continent indien et au-delà.

Pourtant, cette analyse n'est-elle pas, jusqu'à présent, myope et déficiente ? Ne manque-t-il pas une pièce au puzzle stratégique ? Dans tout ce qui précède, on retrouve le thème du dédain des gouvernements occidentaux à s'engager dans la diligence raisonnable, combiné à une fixation culturelle complexe sur la cohésion et la singularité absolue de leur discours - ce dernier ne permettant à aucune « altérité » de pénétrer leurs récits clés.

En est-il de même pour la Russie et la Chine ? Non, ce n'est pas le cas.

Nous nous tournons donc vers les objectifs stratégiques de la Russie : La redéfinition de l'architecture de sécurité mondiale et le repli de l'OTAN derrière les lignes de 1997. Mais quels pourraient être ses moyens pour atteindre cet objectif ambitieux ?

Eh bien, tournons le télescope dans un sens et regardons par l'autre bout. L'Occident est manifestement atteint d'une grave myopie à l'égard de ses propres contradictions et défauts internes, préférant se concentrer uniquement sur ceux des autres.

## Zugzwang\* L'avenir de l'Europe s'annonce sombre.

---

Nous savons cependant que la Chine et la Russie ont étudié le système financier et économique occidental et identifié ses contradictions structurelles. Elles l'ont dit. Elles les ont exposées clairement (à partir du XIXe siècle). On fait souvent une analogie avec le judo en ce qui concerne la capacité du président Poutine à utiliser la force physique supérieure de son adversaire contre lui, afin de le renverser.

N'est-il pas probable que la Russie et la Chine aient, de la même manière, perçu les muscles économiques incontestables de l'Occident, mais aussi la probabilité qu'ils dépassent leur force supposée supérieure, et que ce dépassement soit le moyen de le « renverser » ? Peut-être s'agissait-il simplement d'attendre que ces contradictions économiques se transforment en désordre ?

L'avenir de l'Europe est sombre. Elle est maintenant pressée par les sanctions qu'elle a elle-même imposées et par la flambée des prix des matières premières qui en a résulté. L'UE est en outre limitée par ses propres rigidités institutionnelles, si graves que sa grande structure ne peut ni avancer ni reculer. Elle se traîne dans un état de sidération.

Comment l'Europe peut-elle se sauver ? En rompant stratégiquement avec Washington et en concluant un accord avec la Russie ? Ou bien se retrouver « déstabilisée » par la « musculature » de ses propres sanctions ? Donnez-lui du temps. Cela finira par être compris comme la solution.

\* Un terme d'échecs, où un joueur doit bouger, mais chaque mouvement possible ne fait qu'empirer sa situation.

**Alastair Crooke\*** pour [Strategic Culture Foundation](#)

**Original :** « [Zugzwang](#) »

[Strategic Culture Foundation](#), le 20 juin 2022

\***Alastair Crooke**, diplomate britannique, fondateur et directeur du [Conflicts Forum](#). Il a été une figure de premier plan dans le renseignement militaire britannique « *Military Intelligence, section 6* (MI6) » et dans la diplomatie de l'Union européenne. Il a reçu le très distingué ordre de Saint-Michel et Saint-Georges ([CMG](#)), ordre de la chevalerie britannique fondé en 1818.

**Traduction de l'anglais :** [Réseau International](#)